

<https://fakirpresse.info/la-democratie-c-est-du-conflit-entretien-avec-chantal-mouffe>



« La démocratie, c'est du conflit » Entretien avec Chantal Mouffe

- Le Journal - Entretiens -



Publication date: jeudi 12 janvier 2017

Copyright © Journal Fakir - Tous droits réservés

Fakir se revendique « populiste de gauche », et que découvre-t-on ? Que des malins l'ont théorisé bien avant nous ! Ça fait trente ans que Chantal Mouffe, prof de sciences politiques, prône ça, avec son compagnon défunt, Ernesto Laclau. Et leurs théories, sur la « démocratie radicale », « l'agonisme », ont influencé pas mal de mouvements progressistes, en Amérique latine, ou encore Podemos.

Enfin bon, ne nous embarquons pas trop vite vers des terres exotiques : la Picardie d'abord...



« Le populisme, une respiration »

Fakir : Le slogan de Fakir, c'est « *A la fin, c'est nous qu'on va gagner !* » et en lisant vos livres, j'ai trouvé que ça collait bien...

Chantal Mouffe : Oui, d'après moi, c'est le fondement de la démocratie : il y a du conflit, un « nous » et un « eux », des groupes qui s'affrontent.

Mais le gros de la théorie politique, dite « libérale », affirme aujourd'hui le contraire : les conflits partisans appartiendraient au passé, la gauche et la droite seraient dépassés, on atteindrait le consensus à travers le dialogue, l'individu aurait triomphé, c'en serait fini des identités collectives, etc.

Fakir : L'autre raison, si je viens vous voir, c'est que j'habite en Picardie, et aux dernières élections, Marine Le Pen a recueilli 42 % des voix. Dans une région qui a longtemps voté plutôt à gauche...

Chantal Mouffe : Ça prouve, justement, l'échec de la théorie libérale. Mais pas seulement en Picardie, à travers toute l'Europe : en Autriche, au Danemark, aux Pays-Bas, en Italie, en Norvège, en Belgique... Un populisme de droite traverse tout le continent. Et ça déconcerte complètement nos théoriciens, parce que ça va à contre-courant de tous leurs dogmes.

Ça peut paraître paradoxal, mais ces suffrages pour des partis autoritaires, souvent xénophobes, témoignent d'une aspiration démocratique, d'un désir de politique. Quels choix laisse-t-on aux électeurs, depuis trente ans ? Entre Pepsi et Coca ! Entre centre-gauche et centre-droit, entre deux variantes du même libéralisme.

« Ces suffrages pour
des partis xénophobes
témoignent d'une
aspiration
démocratique. »

L'Autriche m'a particulièrement intéressée. Depuis l'après-guerre, le Parti socialiste et le Parti populaire gouvernaient ensemble, se répartissaient les ministères à la « Proporz », à la proportionnelle. De même en France : quand le Front national surgit-il à l'avant-scène ? Lorsque François Mitterrand impose la rigueur, renonce au protectionnisme, à sortir du système monétaire européen, à incarner une alternative. Et ensuite, quand Jean-Marie Le Pen accède-t-il au second tour ? Lorsque Lionel Jospin et Jacques Chirac défendent des options similaires, acceptent la mondialisation. Depuis, chaque mouvement, chaque glissement de la « social-démocratie » vers le centre renforce les populistes de droite. Face à un consensus étouffant, eux apparaissent comme une respiration.

« Marine Le Peuple... »

Fakir : : Quels conseils vous nous donneriez, alors, dans notre Picardie ?

Chantal Mouffe : Construire ce « nous », ce « eux ».

Là encore, les théoriciens libéraux sont tombés de leur chaise : ils nous causaient, à longueur d'antenne, de « bonne gouvernance », de « société civile mondiale », de « démocratie non-partisane », « dialogique », « apaisée », etc., et ils se retrouvent avec des partis qui s'en prennent féroce aux « élites », à l'« establishment », à l'« UMPS », et tout ça, au nom d'un machin aussi archaïque, aussi vieillot, que « le peuple ». Car Marine Le Peuple...



Fakir : : Quel lapsus !

Chantal Mouffe : Oui, c'est marrant. Marine Le Pen a réussi à construire un peuple, un « nous ». Il n'y a pas de « nous » sans « eux », sans une extériorité : dans le « nous » de Marine Le Pen, il n'y a pas de place pour les immigrés. Je défends un populisme de gauche, avec un « nous » qui inclut immigrés, mais qui pointe comme adversaires les multinationales, les grandes fortunes, « ceux d'en bas » contre « ceux d'en haut ».

Il y a dix ans, je le disais déjà à tous les candidats qui s'enchantaient : « *La frontière entre la gauche et la droite s'efface, c'est magnifique, c'est un progrès, on va vivre dans une société réconciliée...* », non, au contraire, c'est un danger pour la démocratie.

Fakir : : Pourquoi un danger ?

Chantal Mouffe : Parce que, si la frontière entre « nous » et « eux » ne se situe pas dans le champ démocratique, elle va resurgir à sa marge. Et la réponse des partis classiques, des intellectuels autorisés, n'a fait qu'exacerber ce problème. Ont-ils examiné les causes, politiques, économiques, sociales, de cette montée des populismes ? Non, ils ont condamné moralement : la « peste brune » revenait, montrait son horrible visage, et les forces démocratiques devaient s'unir contre cette puissance maléfique. Ou alors, ils procèdent à une autre condamnation : sociologique. On pourrait, ici, s'arrêter sur un mot : « *moderne* ». Ils l'ont toujours à la bouche, avec « modernisation ». C'étaient eux, les « *modernes* ». Et contre eux, il y avait les « *archaïques* », moins éduqués, qui n'évoluent pas, qui demeurent coincés à l'ère d'avant Internet, qui restent attachés à leur rocher ou à leur clocher, et ce sont eux qui votent à l'« *extrême droite* ».

Il faut mesurer, ici, toute l'ironie de la chose : les bons démocrates et les théoriciens libéraux avaient proclamé la fin du « nous » et du « eux », le modèle « amis/ennemis » était dépassé, mais voilà qu'ils le recréaient eux-mêmes ! Voilà qu'ils excluaient du jeu les archaïques, comme des lépreux.

« Les passions, forces motrices de la politique »

Fakir : : Ou les « *irrationnels* »...

Chantal Mouffe : Oui, c'est encore une chose qui déboussole nos théoriciens libéraux. D'après eux, la raison l'avait enfin emporté. Les questions politiques, finalement, se réduisaient à des problèmes techniques, que devaient résoudre quelques experts. Et d'après eux, les individus - électeurs raisonnaient, forcément rationnellement, face à l'offre politique comme des traders sur un marché. Voilà qu'avec les populismes de droite ressurgissent les affects, que la politique redevient une « *passion* »... Ils regardent ça comme une maladie à soigner !



Eh bien non, les passions, c'est une force motrice de la politique. Il faut s'intéresser aux désirs et aux rêves des gens. Le vote, c'est aussi se donner une image positive de soi-même, à laquelle on s'identifie. Il existe des fantasmes politiques, comme des fantasmes sexuels, qui sont eux aussi ancrés dans la jouissance du corps. Il y a de la joie dans tout cela, presque une sensualité, le sentiment, ou l'illusion, de participer à une histoire, parmi un peuple. Du coup, un discours politique doit proposer des réformes, d'accord, mais aussi des identités, de quoi aider les hommes à vivre, à donner un sens à leur existence, de l'espoir dans l'avenir. A l'inverse, que fait, par exemple, la gauche contre la xénophobie ? Elle sort des rapports, des statistiques : « *Regardez, en fait y a pas tant d'immigrés qu'on nous le dit.* » C'est pas comme ça que ça fonctionne, les passions doivent se cristalliser.

Fakir : : Vous faites quoi, alors, de la passion nationale ?

Chantal Mouffe : Je défends un patriotisme de gauche. Pour beaucoup de militants, la « nation », c'est mal, il faudrait créer une identité européenne, post-nationale... Je suis contre cette idée. Non, il faut reconnaître que la nation ça reste très important pour les gens. Freud a montré qu'il y a un investissement libidinal, très fort, dans l'identité nationale. On ne peut pas le nier.

Fakir : Il y a, chez vous, cette démarche : on prend les gens là où ils en sont, on ne va pas les réinventer de zéro, forger des hommes nouveaux. Puisqu'existe cette passion nationale, plutôt que de la combattre, on va l'orienter...

Chantal Mouffe : C'est ça, la canaliser, en faire quelque chose de positif. Parce que, si on la dénonce, si on l'enserme, cette énergie risque de passer par-dessus bord.

C'est pour ça que je déteste la philosophie politique normative, ou morale : « *Moi, je décris comment le monde devrait être.* » Non, pour ma part, je m'intéresse à comment les choses sont, comment elles fonctionnent, et comment à partir de là on peut les transformer.

« Vers la guerre civile »

Fakir : Puisque vous causez de philosophie politique, je vais essayer aussi. Votre essai *L'illusion du consensus*, paru en 2005 en Grande Bretagne, qui vient seulement de sortir en France, bataille contre des auteurs comme Anthony Giddens, Ulrich Beck, Jürgen Habermas... C'est un peu des querelles de mots, internes aux intellectuels, non ?



Chantal Mouffe : Je ne crois pas. Comme il s'agit de théorie politique, et non de botanique, ou de physique moléculaire, ces querelles, comme vous dites, ont des conséquences dans la politique. Ces théories ont influé, influent, sur les journalistes, les décideurs, les dirigeants, et forment finalement un sens commun : il n'y aurait plus ou presque de conflits, d'intérêts divergents, de valeurs différentes. Ou alors, tout pourrait être réconcilié, à travers des institutions impartiales, des processus délibératifs, pour parvenir à un consensus universel.

Fakir : C'est beau...

Chantal Mouffe : Mais c'est faux. Et c'est dangereux, ça mine la démocratie : la politique existe, justement, parce que la société est divisée.

Freud l'énonçait à sa manière : « *Il est toujours possible de lier ensemble, dans l'amour, un assez grand nombre d'êtres humains, pourvu qu'il en reste d'autres envers lesquels manifester leur agressivité.* »

Mais le meilleur critique de la théorie libérale, un intellectuel que j'ai découvert fort tard, c'est Carl Schmitt. Comme il s'est compromis avec le nazisme, en discuter sérieusement est devenu presque interdit. Pourtant, que demande-t-on à un théoricien ? Des qualités morales, ou une force intellectuelle ? Dans *La Notion de politique*, en 1932, Carl Schmitt énonce : « *Tout antagonisme religieux, moral, économique, ethnique ou autre se transforme en antagonisme politique dès lors qu'il est assez fort pour provoquer un regroupement effectif des hommes en amis et ennemis.* »

Contre ça, contre ce risque que la démocratie vire à la guerre civile, les libéraux vont nier l'antagonisme, et en fait éliminer le politique.

« Un antagonisme apprivoisé »

Fakir : Donc, on aurait le choix entre une démocratie castrée ou la guerre civile ?

Chantal Mouffe : C'est mon défi intellectuel.

Il y a, et il y a toujours eu, et il y aura toujours des antagonismes : le travail et le capital, ou les maîtres et les esclaves, ou les hommes et les femmes, ou les Noirs et les Blancs, selon les époques, les pays. Il ne s'agit pas de les annihiler, ni même de les dépasser. Mais comment rendre ça compatible avec le pluralisme démocratique ? Comment éviter que ça ne tourne au déchirement ?

J'appelle ça le « modèle adversarial » : on ne parle plus d'ennemis, qui sont forcément à détruire. A la place, il y a des adversaires, qui savent qu'aucun accord ne sera trouvé entre eux, aucun consensus, juste éventuellement des compromis. Leur désaccord perdurera, mais ils reconnaissent le droit du camp adverse à défendre ses intérêts, son point de vue. Les adversaires se combattent bel et bien, et parfois même féroce, il existe entre eux un conflit, qui ne trouvera pas de solution, mais ils partagent tout de même un espace commun, des règles, des valeurs, égalité, liberté (malgré un désaccord permanent sur le sens de ces principes, sur leur mise en oeuvre).

Plutôt qu'un antagonisme sauvage, on a un « antagonisme apprivoisé », que j'appelle « *agonisme* ». Le « *nous / eux* » demeure, mais sans mener au déchirement.

Fakir : Excusez-moi, mais vous découvrez un peu la lune. Parce que des conflits, au sein même de nos démocraties, ça fait longtemps que ça existe ! Donc, vous théorisez l'existant...

Chantal Mouffe : C'est vrai, oui. Mais offrir un cadre théorique, ça empêchera peut-être, ou ça atténuera le fait qu'on nous enjoigne d'aller vers une démocratie consensuelle, apaisée, réconciliée. Ça offre un point d'appui aux dissidents, aux producteurs de conflits : « *Non, nous ne nuisons pas à la démocratie, au contraire nous la nourrissons.* »

Mais, en effet, je ne suis pas la première à relever cet « antagonisme apprivoisé ». Observant le parlement, l'écrivain Elias Canetti voyait comme des armées en lutte, un combat dans lequel on renonce à tuer :

Le vote reste l'instant décisif, celui où l'on se mesure vraiment. Il est le vestige de la rencontre sanglante que l'on mime de diverses manières, menaces, injures, excitation physique pouvant aller jusqu'aux coups ou aux jets de projectiles. Mais le décompte des voix met fin à la bataille. L'adversaire battu aux voix ne se soumet nullement parce qu'il ne croirait soudain plus à son bon droit : il s'avoue tout simplement battu.

La solennité de toutes ces opérations découle du renoncement à la mort comme instrument de décision. La mort est en quelque sorte écartée par chaque bulletin individuel. Mais le résultat qu'elle aurait obtenu, la force de l'adversaire, est consciencieusement consigné par un chiffre. Quiconque joue avec ces chiffres, les efface, les falsifie, réintroduit la mort sans le savoir.



Le souci, on le devine : quand le parlement est détruit, ou affaibli, quand la confrontation agonistique disparaît, comme aujourd'hui à travers le règne du consensus, eh bien les conflits resurgissent, mais hors des canaux légitimes, se muent en antagonismes. La guerre civile peut resurgir.

« Le réformisme radical »

Fakir : On vous présente comme la chantre d'une « *démocratie radicale* », mais en fait, je vous trouve assez modérée...

Chantal Mouffe : Ça dépend, qu'entend-on par « *démocratie radicale* » ? Si c'est le grand soir, la démocratie directe, une aube nouvelle qui accoucherait d'une société idéale, sans classe, avec une constitution parfaite, d'où les antagonismes auraient disparu, non, c'est pas mon truc. Mais qu'est-ce qu'il y a de plus radical que « *liberté* » et « *égalité* » ? Nous n'avons pas à proclamer de nouveaux idéaux, mais à lutter pour que ces principes soient mis en oeuvre, pour qu'ils s'étendent aux entreprises, aux femmes, aux étrangers, à l'environnement. Et ça, dans mon modèle adversarial, sans faire table rase du présent, sans un acte de refondation, ou de révolution, qui instituerait un nouvel ordre en partant de zéro. On peut encore transformer beaucoup à l'intérieur des institutions démocratiques libérales. Je nomme ça le « *réformisme radical* »...

Fakir : Jaurès parlait de « *réformisme révolutionnaire* ».

Chantal Mouffe : Ah oui ? Tiens, c'est intéressant.

Il s'agit de mener, comme le recommande Gramsci, une « *guerre de position* », de transformer les rapports de force. Si je rêve, bien sûr que j'aspire à une société sans capitalisme. Mais la question, c'est : comment y arriver ? Et surtout : avec qui ?

Fakir : Vous êtes sociale-démocrate, finalement ?

Chantal Mouffe : Oui, mais une sociale-démocrate radicale.

Il y a une trentaine d'années, le monde était encore sous hégémonie sociale-démocrate, et avec Ernesto Laclau, nous n'en appelions pas au renversement de la social-démocratie, à des perspectives révolutionnaires. Non, nous reprochions à la social-démocratie de ne pas aller assez loin, nous souhaitions radicaliser la social-démocratie.

Fakir : C'était bien optimiste...

Chantal Mouffe : Oui, le monde est passé sous hégémonie libérale. Des pans entiers de l'Etat providence sont rognés, ce qui pour notre génération était impensable.

Fakir : C'était optimiste, aussi, parce que la social-démocratie n'a pas montré une bien grande résistance, elle s'est plutôt faite complice...

Chantal Mouffe : C'est vrai, et d'autant plus pour moi qui vis en Angleterre, en première ligne pour observer le blairisme.

Après 1989 et l'éclatement du bloc de l'Est, la social-démocratie a loupé un coche. Elle aurait pu profiter de l'effondrement du communisme, ce vieil ennemi, pour redéfinir la gauche, pour se radicaliser sans crainte de faire le jeu de l'URSS. Au lieu de ça, elle a été entraînée dans sa chute. Ses meneurs ont répandu des déclarations triomphales, sur la disparition de l'antagonisme, la politique sans frontière, la société sans exclusion, le gagnant - gagnant...

Fakir : Le gnan-gnan.

Chantal Mouffe : Ils ont validé qu'il n'y avait plus d'alternative, qu'on était parvenus à une fin de l'histoire libérale. Tout juste pouvaient-ils oeuvrer à un « *thatchérisme à visage humain* ». On a eu droit à tout : Blair, Schroeder, Zapatero, le Pasok... Et pourtant, il y a une dizaine d'années, je nourrissais encore l'illusion que les partis sociaux-démocrates puissent retrouver leur identité de gauche.

Fakir : Ben dites donc, pour une prof de politique, vous avez mis le temps.

Chantal Mouffe : J'ai tardé, mais la crise de 2008 m'a ouvert les yeux. Parce que l'Etat, qui avait été démonisé, d'un coup on l'appelait à la rescousse. Si les partis sociaux-démocrates n'avaient pas été, déjà, complètement mités, pourris, il y avait une fenêtre d'opportunité pour agir, pour faire, pas la révolution, mais ce que Roosevelt avait opéré avec le New-Deal, utiliser l'Etat pour les gens... Mais ils n'ont pas fait ça du tout, au contraire : ils sont intervenus pour sauver les banques ! Ils ont suivi la ligne des partis austéritaires. Alors là, j'ai perdu toutes mes illusions sur un redressement des partis sociaux-démocrates.

Fakir : C'est un truc qui m'énerve, quand j'entends parler du « virage social-démocrate de François Hollande ». Jusqu'à maintenant il aurait hésité, mais avec le CICE, le pacte de responsabilité, la loi Travail, Macron à Bercy, enfin, enfin, Hollande aurait fait son « coming out social-démocrate ». Ça me gonfle, parce que si Hollande prenait des mesures sociales-démocrates, ça serait déjà formidable...

Chantal Mouffe : Tout à fait.

Fakir : Même « *social-libéral* », ça veut rien dire, c'est un pur oxymore, une alliance des contraires. Hollande est « libéral », tout court, tout simplement.

Chantal Mouffe : Oui, et je ne suis pas certaine qu'il soit nécessaire de recourir à l'hypothèse du « virage »...

« Rassembler ce vaste 'nous' »

Chantal Mouffe : L'autre chose que j'ai découverte, au cours de la dernière crise, un peu plus optimiste, en un sens : du temps du capitalisme fordiste, c'étaient surtout les ouvriers qui sentaient peser, sur eux, très concrètement, cette domination, sur leurs cadences, leurs salaires, etc. Aujourd'hui, à l'ère du capitalisme financiarisé, il me semble que bien plus de gens, à travers les entreprises bien sûr, les ouvriers, les employés, les cadres, mais aussi dans les services publics avec les restrictions de budget, voire avec les dégâts environnementaux, bien plus de gens sentent peser cette nouvelle domination, peuvent en souhaiter la transformation.

Fakir : Vous n'avez pas lu *Le Grand Bond en arrière*, de Serge Halimi ? Ça se termine comme ça : en gros, si les informaticiens, les médecins, les éditorialistes, sont à leur tour frappés par les délocalisations, ça leur fera peut-être envisager avec moins d'enthousiasme les théories sur les avantages comparatifs de Ricardo. Et peut-être qu'ils rejoindront la cohorte des ouvriers et employés déjà remontés contre la mondialisation...

Chantal Mouffe : Avec Ernesto, c'est ce qu'on appelait une « chaîne d'équivalence ». Un projet socialiste, qui se voudrait hégémonique, doit établir une chaîne d'équivalence entre des demandes hétérogènes : il y a les revendications ouvrières, mais aussi les demandes des femmes, des immigrés, des écolos. Il ne s'agit pas simplement de rassembler des exigences diverses...



Fakir : La fameuse « convergence des luttes »... Mais bon, je trouve le terme chiant, « convergence », et il faut déjà qu'il y ait des luttes !

Chantal Mouffe : Il faut rassembler ce vaste « nous » face à un « eux ».

Je connais très bien l'Amérique latine. Eh bien, mon diagnostic, c'est que nos sociétés sont en train de se latino-américaniser, ça ressemble vraiment, avec un fossé entre les ultra-riches et les autres, une véritable oligarchisation. Il faudra donc, sans doute, une réponse politique du même ordre, un populisme de gauche : comment faire entrer les masses populaires dans le système démocratique ?

Fakir : Vous évoquez une « oligarchisation », mais bien souvent les gens ne la voient pas, cette oligarchie. Ce qu'ils voient, et quotidiennement, c'est leur voisin de palier au RSA, les allocs de l'émigré à l'étage du dessus, le collègue qui touche une prime indue, et c'est là-dessus qu'ils greffent leur colère, leur sentiment d'injustice.

Chantal Mouffe : Alors, c'est un travail politique à faire : donner à voir l'oligarchie, son mode de vie, ses rémunérations grotesques, sa puissance, ses décisions sur nos existences... Au boulot, sinon, c'est pas nous qui

allons gagner !

Qui est Chantal Mouffe ?

Professeur de philosophie politique, elle a enseigné à Harvard, Cornell, Princeton, etc. Elle dirige actuellement le Centre pour l'étude de la démocratie à l'université de Westminster (Angleterre).

En 1985, elle publie avec son compagnon Ernesto Laclau *Hégémonie et stratégie socialiste* pour, dans « une perspective post-marxiste, répondre à la crise de la pensée de gauche, à la fois dans ses versions communiste et sociale-démocrate ».

Franchement, ce bouquin est compliqué, j'ai essayé de le lire mais il m'est un peu beaucoup tombé des mains. Ça n'empêche qu'y a des moins cons que moi, à travers le monde, qui l'ont dévoré et qui en ont fait un livre presque culte. Genre, par exemple, les dirigeants de Podemos en Espagne. Mais aussi tous les mouvements populistes en Amérique du Sud, Kirchner en Argentine, Chávez au Venezuela, Correa en Equateur, etc., apparaissent comme un écho de ces thèses, un peu une mise en pratique.

Là, est publié en France *L'Illusion du consensus* (chez Albin Michel, paru en Grande-Bretagne en 2005), et c'est nettement plus accessible. La preuve, j'ai presque tout compris.